

Contre la casse de l'éducation dans nos quartiers populaires !
Manifestation des établissements mobilisés vers le ministère
RDV jeudi 21/09 à 11h devant Sciences-Po Paris (27, rue St-Guillaume)
suivie d'un cortège commun dans la manif interpro de 14h

Bien loin de la communication ministérielle sur les efforts qui seraient consentis en éducation prioritaire (les CP dédoublés ne concernent d'ailleurs que quelques écoles), les **collèges et les lycées des quartiers populaires** sont en fait les **sacrifiés** de la gestion **du ministre Blanquer**.

Du 93 à Marseille en passant par le 95, le 94 ou le 92, **plusieurs collèges et lycées qui relèvent de l'éducation prioritaire** (ou qui devraient en relever) **se sont mis en grève* dès la rentrée 2017**. Et depuis **le mouvement s'étend et d'autres établissements se mettent en grève** comme la semaine dernière avec des lycées de Villepinte et Sevran (93) et encore cette semaine avec le nouveau lycée La Plaine Commune (93) ouvert à cette rentrée dès lundi, rejoint mardi par celui de Pantin (93). Ailleurs le mouvement se maintient parfois depuis la rentrée comme au collège Vercors (REP) de Grenoble (38) en grève depuis 2 semaines ! Le point commun de ces mobilisations est de **dénoncer des conditions de rentrée absolument déplorables** qui ne permettent pas d'assurer des conditions d'apprentissage profitables à tous les élèves.

- **Effectifs par classe** dépassant généralement les 30 élèves, jusqu'à 36 dans certains lycées. Des effectifs qui explosent aussi en collèges et écoles REP ou ex RRS.
- Problèmes de **sureffectif global** qui empêchent les collèges et les lycées de fonctionner normalement.
- **Suppressions de postes de vie scolaire** (assistants d'éducation, CPE...), de personnels de cantine ou d'entretien, de personnels administratifs... Cette situation est lourdement aggravée en cette rentrée par le non-renouvellement des contrats aidés.
- **Déstabilisation des équipes éducatives**. La mutation-sanction de notre collègue Pascal Stoller du lycée Suger à St Denis est un exemple de répression suite à une mobilisation dans un établissement où les équipes sont solidaires. C'est bien cette solidarité qu'on veut tenter de briser par une gestion des personnels brutale et inconséquente.
- **De nombreux élèves sans affectation, notamment les élèves redoublants** en raison du manque d'anticipation de la poussée démographique dont les lycées subissent aujourd'hui les conséquences. Le nombre de lycées neufs ou en construction est insuffisant.

Après un premier **rassemblement commun le mercredi de la rentrée mercredi devant le ministère**, un autre a eu lieu **jeudi devant le conseil régional** d'Ile-de-France pour dénoncer la politique brutale de la région qui a supprimé des postes d'agents et qui n'assure plus les conditions minimales d'accueil et de sécurité des élèves (une audience leur a été accordée).

Mardi 12 septembre, le collectif "Touche pas ma ZEP" a défilé à Paris en cortège commun des lycées mobilisés contre la casse de l'éducation publique dans les quartiers populaires. **35 établissements (collèges et lycées) ont défilé derrière une banderole "NOTRE PLUS BEAU PATRIMOINE, C'EST NOTRE JEUNESSE"** La mobilisation a continué dès le lendemain le **13 septembre**. Des rassemblements locaux ont eu comme dans l'académie de **Créteil** devant le Rectorat les **13 et 20/09**, mais le mouvement se poursuit aussi dans les **académies de Grenoble ou d'Aix Marseille**.

Le collectif "Touche pas ma ZEP" soutient tous les établissements qui sont en grève reconductible. **Nous appelons donc les collègues à être en grève ce jeudi 21 septembre pour un deuxième temps fort de mobilisation commune sur la région parisienne. Nous profiterons de la matinée pour interpeller le ministre, en manifestant contre la casse de l'éducation publique dans nos quartiers populaires : départ de Sciences-Po Paris (27 rue St Guillaume, Métro rue du Bac l.12, Saint Sulpice l.4 ou Sèvres Babylone l.10-12) à 11h jusqu'au ministère (parcours accepté par la préfecture)**. Cette décision a été prise en AG de coordination région parisienne. Une demande d'audience auprès du ministre a bien été transmise par les organisations syndicales nationales.

Puis nous enchaînerons avec un nouveau cortège commun des établissements mobilisés depuis la rentrée dans la manifestation interprofessionnelle, comme le 12 septembre, au départ cette fois-ci de Montparnasse (RDV 14h à l'angle du boulevard Montparnasse et du boulevard Raspail).

Après plusieurs mois de mobilisation en 2016 et 2017, le collectif "Touche pas ma ZEP" avait obtenu la **promesse de leur ministre de tutelle** - Najat Valaud-Belkacem - d'un **retour des lycées dans l'éducation prioritaire** lors du prochaine quinquennat.

Violant le principe de continuité des services de l'Etat, le nouveau ministre Blanquer, **refuse de mettre en œuvre cette promesse et acte donc la sortie des lycées de l'éducation prioritaire.**

Le collectif "touche pas ma Zep" continue de revendiquer la mise en place d'une carte élargie de l'éducation prioritaire pour les lycées et d'un statut, allant de la maternelle au BAC, avec la garantie d'effectifs limités, de moyens supplémentaires (dédouplements, vie scolaire...) et de compensations spécifiques (droit à la mutation, indemnités...) pour l'ensemble des personnels, assurant ainsi la stabilité des équipes.

*Des grèves et des mobilisations ont notamment eu lieu en cette rentrée dans les établissements suivants : Lycée Suger (Saint-Denis, 93), Lycée Germaine Tillion (Le Bourget, 93), Cité scolaire Voltaire (Paris 11ème), Lycée Mozart (Blanc Mesnil, 93), Lycée Utrillo (Stains, 93), Lycée Jean Zay (Aulnay, 93), Lycée Georges Braque (Argenteuil, 95), Lycée Jean-Jacques Rousseau (Sarcelles, 95), Lycée Langevin Wallon (Champigny, 94), Collège Gay-Lussac (Colombes, 92), Collège Politzer (La Courneuve, 93), Collège Henri Wallon (Garges-lès-Gonesse, 95) Lycée St Exupéry (Marseille, 13), Collège Vercors (Grenoble, 38)...

Plus d'infos : [page facebook « touchepasmazep »](#)